



Au-delà des crises, l'action des collectivités locales

La région méditerranéenne en plein bouleversement

La construction d'une région méditerranéenne stable et en paix constitue un objectif essentiel pour les acteurs du développement et de la coopération internationale. Mais cet espace en pleine mutation est marqué par des zones de fracture ouvertes.

Aux tensions et conflits de longue date qui ont en partie structuré la géopolitique régionale tout au long du XXe siècle, se sont ajoutés depuis quelques années de nouveaux facteurs d'instabilité. Les contentieux interétatiques classiques sont aujourd'hui travaillés par des rivalités de puissance qui dépassent le cadre même de la région ; les anciens acteurs dominants (Etats-Unis, Europe) doivent désormais compter avec des nouveaux venus (Russie, Chine). La « Révolution de Jasmin » tunisienne a ouvert la voie à une longue série de manifestations et soulèvements populaires qui transforment de fond en comble le paysage politique des pays du pourtour méditerranéen. Les transitions politiques entamées avec ces « printemps arabes » ne sont pas parvenues à leur terme ; les ajustements économiques et sociaux se poursuivent.

L'avenir régional reste à définir. La perspective est plus que jamais ouverte. Une nouvelle histoire se construit en Méditerranée ; elle devra s'ancrer dans un passé relationnel très riche, et laisser de côté les vieux réflexes orientalistes pour initier une vraie réflexion sur un futur commun.

Quel impact pour les collectivités locales ?

Les crises en cours affectent directement les conditions d'action des collectivités locales. Elles peuvent compliquer le travail des élus. Elles les mettent surtout en situation de responsabilité, et ouvrent peut-être de nouveaux espaces d'action. Il est donc essentiel de comprendre et de mesurer l'impact des grands bouleversements en cours pour poser les bases d'une coopération renouvelée, connectée avec le terrain et à même de répondre aux nouveaux besoins qui en émanent.

L'effervescence politique et la diversité des demandes sociales qui s'expriment enfin d'un bout à l'autre de la Méditerranée annoncent une nécessaire refondation des pactes citoyens. L'équilibre centre / périphérie est remis en cause, à la fois du point de vue politique et en termes de développement territorial. La liberté conquise doit être organisée.

Dans ce contexte, les collectivités et leurs élus peuvent jouer un rôle de porte-parole, de médiateur, mais aussi de catalyseur. En prise sur les événements du local et du quotidien, ils ont su nouer des partenariats qui seront à l'avenir de précieuses plateformes pour soutenir le dialogue et relancer les coopérations. En participant à la construction d'un espace de paix partagé, les autorités régionales et locales peuvent contribuer à redonner tout son sens à l'action politique en Méditerranée.

Un atelier pour en débattre

Quelle coopération décentralisée concevoir et mettre en œuvre après les 'printemps arabes' ? C'est le thème de la discussion qui se tiendra à Marseille dans le cadre d'un des ateliers du Forum des Autorités Locales et Régionales de la Méditerranée.

L'atelier rassemblera une cinquantaine d'élus pour débattre de façon libre et ouverte des questions qui les préoccupent. Il se déroulera en deux temps :

- Dans un premier temps, trois experts qui suivent et analysent au quotidien la situation politique régionale introduiront le débat. Ils dresseront le nouveau décor méditerranéen et tenteront d'identifier les enjeux des changements actuels pour l'action des collectivités locales.

- Dans un deuxième temps, les élus seront appelés à réagir et à donner leur vision, leurs attentes et leurs idées pour faire face à la situation actuelle. Un tour de table permettra à chacun de s'exprimer et d'interagir avec les autres participants.

Le but de la discussion est de déboucher sur des propositions concrètes, afin de nourrir le mandat du nouveau Conseil politique méditerranéen.

Programme

Interventions :

Dorothee Schmid, politologue, chercheur à l'Institut français des relations internationales (Ifri), spécialiste des politiques euro-méditerranéennes et responsable du programme « Turquie contemporaine »

(Introduction et modération)

Mohammed el-Oifi, politologue, chargé de cours à Sciences-Po Paris et à l'Université de Paris-III, spécialiste des opinions publiques arabes

François Zabbal, philosophe, chargé des programmes culturels à l'Institut du Monde arabe (IMA), Rédacteur en chef du magazine *Qantara*

Quelques thèmes de discussion :

- Comment s'organiseront à l'avenir les relations entre Etats et collectivités locales en Méditerranée ?
- Les collectivités locales sont en prise directe sur le terrain. Au-delà de l'analyse fine des situations, que peuvent-elles être proposer pour encourager la stabilisation, la démocratisation et le dialogue en Méditerranée ?
- Va-t-on vers le décloisonnement et la relance des coopérations entre pays du Sud ?
- Quels sont les besoins des élus pour faire face à leurs nouvelles responsabilités ?